

Les Khmers Rouges et le Cambodge, ou comment un soi-disant communisme défiguré en nationalisme peut mener à la barbarie

| | |
|--|---------|
| La colonisation par la France | page 3 |
| L'intervention Américaine au Sud Vietnam et ses conséquences au Cambodge | page 4 |
| Qui sont Les Khmers Rouges ? | page 6 |
| Le Régime Khmers Rouges soutenu jusqu'au bout par les grandes puissances | page 8 |
| Les influences de la Chine et de Mao | page 11 |
| Les influences du Pcf et de l'URSS Stalinienne | page 13 |
| Les influences des origines sociales des Khmers Rouges | page 15 |
| Conclusion | page 16 |
| Ressources utilisées | page 18 |

Le Mouvement des Khmers Rouges est le Parti Communiste Cambodgien (PCK). Le surnom des « Khmers rouges » a été donné à ses membres par le Prince Sihanouk qui ne voulait pas dire le mot « communiste ». Ce parti est né au début des années 1960 et s'éteindra à la fin des années 1990, par la mort dans le maquis cambodgien d'un de ses principaux fondateurs, Pol Pot, de son vrai nom Saloth Sar, qui en a été le secrétaire.

Les Khmers Rouges, Pol Pot, sont surtout connus pour avoir mis en place une dictature terriblement sanglante au Cambodge (Kampuchéa Démocratique) entre 1975 (17 avril) et début 1979 (début janvier). Les conséquences pour la population seront terribles et défient la compréhension humaine. 1,7 millions d'humains vont être éliminés par le régime (soit 21% de la population de l'époque) sur 7 millions d'habitants. Ce chiffre des victimes est celui qui a été retenu par le Programme sur le Génocide Cambodgien (CGP) de l'Université de Yale aux Etats-Unis.

Ces choses étant dites, on pourrait se contenter d'en rester là et d'ajouter ces faits aux méfaits du communisme comme cela a été fait dans « le Livre Noir du Communisme ». Mais on pourrait aussi faire le contraire, c'est à dire démontrer que ce régime des Khmers Rouges ainsi que leur Parti, n'étaient pas communistes et n'avaient rien avoir avec nos idées. Car, nous allons le voir, il y a eu au Cambodge usurpation d'identité. Les Khmers Rouges, comme l'ont été beaucoup de mouvements nationalistes des années 1950-1960, à Cuba, au Vietnam, en Chine, en Corée, ont revêtu l'habit rouge du communisme pour combattre l'impérialisme US, Français et autres.

C'est qu'à cette époque, le « communisme » véhiculé par l'aura de l'URSS qui se prétend telle, qui était l'un des grands gagnants de la Seconde Guerre mondiale, qui tenait tête aux Etats-Unis, ce « communisme » donnait un espoir aux masses pauvres des pays impérialistes et des pays colonisés ou soumis économiquement à l'impérialisme. L'URSS a mis en place en 1917 un pouvoir qui se veut communiste, mais ceux qui le détiennent, comme Lénine, savent alors qu'ils ont un long chemin devant eux avant d'y parvenir, et ils n'imaginent pas ce chemin sans un changement de pouvoir dans d'autres pays capitalistes et d'abord parmi les plus puissants. Mais le monde capitaliste fait à ce régime une guerre qui fait suite à la Première Guerre mondiale. Et cette guerre va faciliter l'émergence en URSS d'un pouvoir bureaucratique, qui tourne le dos aux idéaux communistes, tout en en conservant les mots. Un régime dictatorial donc, mais qui, sur le plan économique, va rester isolé, se refusant à se plier aux lois du capitalisme et à sa domination financière.

Du coup, des mouvements nationalistes qui remettent en cause le régime colonial qu'ils subissent encore aux quatre coins du monde, vont chercher à se rapprocher de l'URSS, de son régime, pour y trouver quelques soutiens. Et l'URSS va évidemment exiger que ces mouvements, puis les Etats que ces mouvements pourront, pour certains, diriger, s'« alignent » sur les positions de l'URSS. Concrètement, cela signifie en reprendre l'idéologie, et soutenir ses positions diplomatiques internationales.

Précisons tout de suite que tous ces partis « communistes », une fois au pouvoir, même s'ils ont tous le point commun d'avoir abouti à des dictatures, ne sombrent pas dans les massacres de masse ou d'univers concentrationnaire tel qu'on le verra avec le régime des Khmers rouges au Cambodge. Rien de tel par exemple à Cuba ou au Vietnam. Et même si en Chine, on connaîtra des moments de terreur folle et à grande échelle, le Cambodge va encore au-delà.

Alors que s'est-il passé au Cambodge ? Est-ce une particularité de cette région du monde ? Est-ce une particularité du peuple Khmer qui serait plus violent que d'autres peuples de la planète ? Est-ce que les fondateurs du PCK avaient ce plan en tête dès le début de leur militantisme ? Faut-il faire retomber la responsabilité sur l'impérialisme US, avec son engagement militaire à outrance dans cette région du Sud-Est asiatique ?

Nous tentons ici d'apporter quelques éléments de réponse à ces questions. Avant de rentrer dans le vif du sujet, on peut déjà affirmer qu'il faut une accumulation de faits extrêmes violents dans une situation donnée pour provoquer à ce point un recul de l'humanité dans un pays. On peut donc considérer que les différents protagonistes que sont les Etats qui vont être évoqués et ceux qui les gouvernent ont tous une responsabilité.

La colonisation par la France

La France a colonisé la région dans les années 1880. C'est l'Indochine française. Cela correspond aujourd'hui à la région regroupant le Cambodge, le Vietnam, le Laos. A l'époque, la région est découpée en royaumes qui s'affrontent régulièrement pour des problèmes de territoire. La France choisit comme mode de gouvernement le protectorat, régime politique où elle laisse les différentes dynasties royales en place. Ce sont ces dynasties royales qui collaborent avec la France, lui permettent d'installer ses entreprises.

Nulle part dans la région, la France ne remet en cause le système de la corvée des paysans. Les paysans ne détiennent pas la terre, celle-ci appartenant à la dynastie royale en place. Par contre, la France s'approprie de grands domaines au Cambodge, dans la région de Battambang et Siêm Réab pour la culture de l'hévéa (caoutchouc), du coton, du maïs. Dans le sud du pays, dans la culture du riz (Delta du Mékong). Elle y développe à cette fin des routes et des chemins de fer dirigés vers ces régions (ce sont les mêmes qui subsistent aujourd'hui) afin que tous ces produits repartent vers la métropole. C'est une économie de prédation. Dans un article du Monde diplomatique du mois d'août 1975, on peut lire que « ces intérêts sont jugés considérables ». Le Quai d'Orsay chiffre les investissements français à environ 600 millions de francs « amortis depuis longtemps » et les 5/6 des ces investissements concernaient les plantations d'hévéas (et de caféiers).

La guerre mondiale de 1939/45 va affaiblir l'impérialisme français dans la région. Le Japon, la nouvelle grande puissance régionale, va vaincre l'armée française et occuper toute l'Indochine. En 1945, l'impérialisme japonais est lui même défait par les Américains. Les Français réoccupent la région. Mais une brèche politique est ouverte : l'impérialisme français n'apparaît plus invincible. Le Parti Communiste Vietnamien, aidé militairement et économiquement par la Chine et l'URSS, déclenche la lutte armée contre la France dans la partie Est de l'Indochine, qui regroupe le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine. La France va finir par accorder l'indépendance au Vietnam du Nord en 1954 lors des accords de Genève.

Malgré cette lutte d'indépendance du Vietnam tout proche, il n'y a pas de mouvement majeur contre le colonialisme français au Cambodge. L'indépendance est accordée par la France le 9 novembre 1953. Une monarchie constitutionnelle est mise en place avec à sa tête Norodom Sihanouk. Au Vietnam, le pays est séparé en deux, avec au nord, la partie administrée par le Parti Communiste Vietnamien avec à sa tête Ho Chi Minh et au sud, la partie administrée par un gouvernement soutenu par les Américains. Au Cambodge, l'armée française n'est plus là, par contre, c'est toujours un régime féodal qui est en place et les intérêts économiques français sont toujours présents. Le colonialisme français n'a rien changé pour le peuple cambodgien, notamment pour les paysans qui représentent la plus grande partie de la population. Le joug féodal et l'obscurantisme pèsent toujours très lourd. C'est toujours le Moyen Age.

L'intervention Américaine au Sud Vietnam et ses conséquences au Cambodge

Les accords de Genève de 1954 prévoyaient un référendum pour la réunification du Vietnam. Il n'aura pas lieu. L'insurrection armée (le Front national de Libération du Sud VietNam) est déclenchée au Sud, dirigée par le Vietnam du Nord. L'impérialisme US décide de s'engager militairement au côté du gouvernement du Sud pour combattre la rébellion

communiste dès la fin des années 50. Il s'agit pour les Etats-Unis d'empêcher d'endiguer la progression du communisme en Asie du Sud-Est. L'engagement US se fera au début à l'aide de conseillers militaires et par des ventes d'armes puis arriveront des troupes au sol jusqu'à atteindre plus de 500 000 hommes au cours des années 1960. Devant l'engagement croissant des Etats-Unis, le Vietnam du Nord (le Vietminh) décide d'utiliser le Laos et le Cambodge pour acheminer des troupes et du matériel du Nord vers le Sud (la fameuse piste Ho Chi Minh).

Alors que le Vietnam du Sud est aidé massivement par les Etats-Unis, le Vietnam du Nord l'est massivement par la Chine et l'URSS, par cette piste Ho Chi Minh qui traverse le Cambodge à l'Est du pays. 300 000 militaires chinois, des milliers de conseillers russes, participent directement au conflit. Des milliers de tonnes de matériel (avions, chars, bateaux, munitions en tout genre) sont acheminées de Chine et d'URSS vers le Vietnam du Sud. Des centaines de milliers d'hommes s'affrontent pour le contrôle militaire du Sud.

Mais même si sur le terrain militaire, l'avantage va au Sud, l'intervention des Etats-Unis ne tient politiquement pas la route car elle s'oppose dans les faits à l'indépendance complète du Vietnam. Son intervention est contestée dans les capitales du monde et surtout aux Etats-Unis, dans de gigantesques manifestations anti guerre. Des milliers de soldats américains désertent, refusent de se battre. En 1968, les politiques américains comprennent qu'il faut désengager à terme l'armée américaine de la région. Mais pour se désengager, il faut infliger de telles pertes à l'ennemi qu'il en soit paralysé.

C'est Nixon (président) et Kissinger son premier ministre qui vont mettre en place cette politique en 1969. Tout en retirant les troupes au sol, ils décident d'étendre le conflit au Laos et au Cambodge. Il faut anéantir la piste Ho Chi Minh à coup de bombardements massifs aériens, et engager l'armée cambodgienne à combattre l'armée du Vietnam Nord installée sur son sol.

Mais il y a un mais. La monarchie cambodgienne dirigée par le Prince Sihanouk depuis l'indépendance de 1953 n'est pas pro-américaine. Sihanouk est même convaincu que les Américains vont perdre la guerre, et il a une auréole anti impérialiste. C'est lui qui autorise le passage des Vietnamiens ainsi que la vente massive de riz. Son intérêt à soutenir le Vietnam est qu'il maintient aussi « en laisse » les communistes cambodgiens. En effet, depuis la guerre d'indépendance des vietnamiens contre la France, les communistes cambodgiens dépendent du Parti Communiste Vietnamien. Les Vietnamiens considérant Le prince Sihanouk comme leur allié, aussi il n'est pas question pour eux que les communistes cambodgiens s'en prennent à lui.

Le PCK (Parti communiste cambodgien) de Pol Pot n'a que quelques milliers de combattants et il est cantonné dans le Nord-Est du Cambodge, à la frontière du Vietnam. Quand à l'aile droite de la société cambodgienne, foncièrement anti-communiste, elle se contente du jeu pseudo démocratique de la monarchie institutionnelle.

Les bombardements massifs américains commencent en 1969. En 5 ans, le pays va recevoir 540 000 tonnes de bombes. Le Cambodge deviendra le pays le plus bombardé de la planète. En 1969, sous pression américaine, Sihanouk se résoud à prendre comme chef du gouvernement un général anticommuniste, Lon Nol, en échange de quoi il commence à recevoir une aide américaine. Après quoi, Lon Nol et le prince Sirik Matak le renversent et le pays s'aligne tout à fait désormais sur les Etats-Unis. Le nouveau gouvernement, pro américain et anti communiste, autorise l'entrée de troupes sud vietnamiennes ainsi que des troupes américaines pour faire la guerre sur son sol contre les vietnamiens du Nord. Cette guerre sur le sol cambodgien fera entre 400 000 et 600 000 morts sur une population de 7 millions de personnes.

Le Parti communiste cambodgien, qui était cantonné dans le nord du Cambodge et armé par la Chine via le Vietnam, va gonfler en effectifs très vite. Les bombardements américains ainsi que les exactions des troupes de Lon Nol à l'égard des paysans considérés

comme des arriérés vont pousser des dizaines de milliers de paysans vers le PCK. Ce mouvement est favorisé par l'alliance du Parti communiste cambodgien avec Sihanouk, alors que les masses paysannes vénèrent le roi et son statut. Ceux que l'on appellera bientôt les Khmers rouges de Pol Pot vont peu à peu gagner la population paysanne Khmer.

Ce qui va se passer de nouveau, c'est que les Khmers rouges vont s'émanciper de leur allié vietnamien, et ceci grâce à la Chine qui les arme massivement et leur donne une stature internationale, notamment en formant un gouvernement provisoire (le GRUNK, Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa) à Pékin, avec le prince Norodom Sihanouk. Le titre royal du Prince Sihanouk sert de vitrine à l'opinion internationale. La Chine se fabrique un allié en prévision du futur où il prévoit un Vietnam réunifié à sa frontière sud. Elle craint que le Vietnam, auréolé d'une victoire sur l'impérialisme US, veuille réunifier toute l'ancienne Indochine française, formant une entité concurrente d'une certaine puissance.

Les accords de Paris de 1973 entérinent l'armistice entre les Etats-Unis et le Vietnam, ce qui n'empêche pas les Américains de continuer à soutenir et le Sud Vietnam et le régime Lon Nol au Cambodge. Le PCK de Pol Pot refuse de s'y associer, considérant qu'ils ne négocieront ni avec les Américains, ni avec le régime de Lon Nol. Ils veulent le pouvoir sans les pro Américains que sont l'administration et l'armée de Lon Nol.

Après cet accord, l'armée vietnamienne se retire du sol cambodgien. Sur le terrain, les Khmers rouges ont l'avantage, et les troupes de Lon Nol ne tiennent plus que grâce à l'aide américaine. Mais en 1975, le congrès américains décide d'arrêter l'aide militaire et économique au gouvernement de Lon Nol et à celui du Vietnam du sud. C'en est fini pour Lon Nol. Les Khmers rouges rentrent dans la capitale Phnom-Penh le 17 avril 1975, tandis que les soldats vietnamiens prennent Saigon, la capitale du Sud Vietnam le 30 avril 1975. Aussitôt le pouvoir pris, les Khmers rouges ferment la frontière avec le Vietnam. Le Vietnam réunifié, sa relation avec la Chine se détériorera, jusqu'à la rupture diplomatique, poussant le Vietnam dans le camp de l'URSS.

Le retrait des Etats-Unis a provoqué la fin des ententes de la veille. Le Vietnam est maintenant soutenu économiquement et militairement par l'URSS. Alors que le Cambodge est soutenu par la Chine. Or, depuis 1972, la Chine est en train de se rapprocher des Etats-Unis. Les peuples, eux, ne peuvent que subir les conséquences souvent désastreuses de ces grands jeux stratégiques.

Qui sont Les Khmers Rouges ?

Comme cela a déjà été évoqué, si l'on remonte à l'origine de la victoire de Pol Pot, ce sont les Vietnamiens qui avaient supervisé et contrôlé la création d'un premier parti, en 1951, le PPRK (Parti Populaire Révolutionnaire Khmers). Il y avait alors deux directions, l'une à Phnom-Penh (capitale du Cambodge) et l'autre à Hanoï (capitale du Vietnam).

En 1960, est créé le Parti Ouvrier du Kampuchéa (POK) qui va remplacer le PPRK. Une nouvelle direction va s'emparer du parti. Ses hommes viennent de Paris, où ils ont fait leurs études. Ils s'appellent Pol Pot, Ieng Sary, Son Sen, Kieu Sampan, et sont issus de la petite bourgeoisie cambodgienne. Ce noyau dirigeant restera inchangé jusqu'à la fin des Khmers rouges en 1998. En France, ils militent dans une organisation étudiante, l'AEK (Association des Etudiants Khmers), le siège étant à la Cité Universitaire, dont ils prennent la direction avant sa dissolution par la France à la demande de Sihanouk.

Etudiants, ils côtoient les militants staliniens du PCF. Pourtant, il y a des dissensions avec le PCF. Keng Vannsak (un professeur cambodgien anti royaliste de gauche) qui les a côtoyés mais ne les suivra pas, dira : « *Nous voulions le pouvoir et pensions qu'on ne pouvait y arriver qu'avec l'appui populaire, et c'est forcément violent. On était contre l'avis du PCF disant qu'on pouvait accéder au pouvoir par le suffrage universel* ». « *Au début nous étions très staliniens (..) ; nous nous sommes tournés vers la Chine à la fin des années 50 car les*

russe jouaient la carte de Sihanouk et nous négligeaient (...) Quand le monde a commencé de critiquer Staline, on est devenu maoïste ». Keng Vannsak se souvient aussi de Ieng Sary [un ancien camarade de lycée, qui deviendra par la suite ministre des Affaires étrangères sous le régime khmer rouge] : « lui-même m'a dit plus tard : "tu es trop sensible. Tu ne seras jamais un homme politique. Pour faire de la politique, il faut être dur... Tu n'y arriveras pas, frère. Tu es trop sentimental" ». »

Les futurs Khmers Rouges, (c'est Sihanouk qui les appellera ainsi, eux rejettent cette appellation) commencent à rentrer au Cambodge à partir de 1953 et rejoignent les camps Vietminh. Comme nous l'avons vu, les communistes vietnamiens contrôlaient totalement leur activité et surtout considéraient le régime de Sihanouk comme leur allié, alors que les communistes cambodgiens souhaitent mettre fin à la royauté khmer. Les accords de Genève de 1954, qui mettent fin à la présence française en Indochine, sont ressentis par une partie des cambodgiens dont Pol Pot et ses amis comme une trahison, car Sihanouk est maintenu au Cambodge.

En 1962, la direction du Parti passe sous le contrôle des étudiants parisiens. Ce parti qui se renommera en 1966 Parti Communiste du Kampuchéa (PCK) a la particularité de se construire dans la plus grande clandestinité. Ses membres, au fur et à mesure de la répression sous Sihanouk, militent dans la clandestinité. Avant 1970, ils ne sont que quelques milliers (4000 à la veille de 1970). La direction et le nom du parti sont inconnus du grand public et des cambodgiens eux-mêmes. Il faudra attendre 1975 et la prise du pouvoir pour les voir au grand jour. Jusqu'en 1970, leur guerre est une guérilla armée contre le gouvernement du roi Sihanouk. Les masses paysannes ne les suivent pas.

C'est donc seulement l'élargissement de la guerre au Cambodge par les Américains, à partir de 1969, qui va faire gonfler les effectifs du PCK et leur permettre de se délier du PC Vietnamien. C'est que les paysans sont chassés de leurs villages, qu'ils doivent se réfugier dans les forêts. Plusieurs milliers d'entre eux entrent dans le maquis. Le PCK devenant de plus en plus puissant aussi militairement, grâce à la Chine, il va commencer à exercer son pouvoir dans les premières zones libérées.

Au fur et à mesure, les forces vietnamiennes sont évincées, parfois par la force. Il suffira de suspecter des personnes d'être agent de la CIA ou du régime de Lon Nol pour les exécuter systématiquement. A partir de 1972, ceux jugés trop proches des Vietnamiens - les cadres Khmers rouges disent dans leur propagande « ceux qui ont des corps khmers et des esprits vietnamiens » - sont torturés, tués. Au sud-est du pays, une guerre s'engage avec les différents petits peuples qui habitent ces régions car jugés trop proches des Vietnamiens. C'est un racisme fabriqué et mis en place par la direction du PCK, connu seulement sous le nom « d'Angkar » (terme qui signifie « organisation »), qui s'applique sur tout le territoire.

Au fur et à mesure de la libération du territoire, ils mettent en place leur programme social. Les terres sont collectivisées. Il semble que les paysans pauvres aient adhéré à la collectivisation, au moins à ses débuts. Les premières villes tombant sous leur contrôle sont vidées de leur population et ses habitants obligés d'aller travailler la terre. Une haine semble-t-il s'être construite de la population des campagnes contre celle des villes, sûrement entretenue par l'appareil Khmers Rouges. C'est que les bombardements massifs américains ont visé essentiellement les campagnes et ont préservé les villes, tenues par les troupes de Lon Nol. Cette situation pourrait avoir accentué cette haine, ajoutée à la propagande du PCK sur la richesse de ceux des villes, sur la corruption des élites.

En fait, l'exercice du pouvoir par les Khmers Rouge s'est construit pendant cinq années avant leur prise de pouvoir sur la capitale. Dès leur prise de pouvoir en avril 1975, la ville de Phnom Penh est vidée de ses habitants. Deux millions de personnes y vivaient à ce moment-là car il y avait beaucoup de réfugiés dus à la guerre. Les gens sont dirigés vers les villages de tout le Cambodge, où ils sont destinés à travailler la terre. C'est là que beaucoup mourront de faim, de maladie ou des exécutions.

La population urbaine est considérée comme un « *nouveau peuple* » qu'il faut rééduquer par le travail par rapport au « *peuple ancien* » qui, lui, est pur, et dont l'image est celle des paysans qui ont été sous le contrôle des Khmers Rouges pendant cinq années. Les membres de la bourgeoisie et les intellectuels font partie de la race des « *irrécupérables* ». Les intellectuels (médecins, ingénieurs, techniciens, professeurs et étudiants) qualifiés de « *porteurs de lunettes* » sont pourchassés et exécutés.

C'est un régime de folie et de paranoïa qui s'installe. Toute la population est suspecte, même entre eux, les dirigeants sont victimes de purge. Le pays se couvre de centres d'internements dont le plus connue est la prison de S21, située sur l'emplacement d'un lycée de Phnom-Penh. Son directeur Douch a été condamné par le TPI (Tribunal Pénal International) et a témoigné de cette période. Douch dit qu'il a ordonné les exécutions et les tortures car sa direction politique le lui demandait, et que pour lui, elle ne pouvait se tromper et détenait la vérité.

Ce régime de folie ne s'arrêtera qu'avec le renversement du pouvoir Khmer Rouge par l'armée vietnamienne, début janvier 1979. Le recul de la société cambodgienne est alors considérable, inimaginable. Voici un extrait du Monde Diplomatique de novembre 1982 (la volonté de vivre du Peuple cambodgien, Serge Baudoin) qui donne une idée des pertes pour la société cambodgienne : « *La quasi-totalité de l'encadrement a disparu ; le plus grand nombre a été éliminé physiquement sous le régime de Pol Pot, les autres ont quitté le pays entre 1975 et 1980. Ainsi, dans le secteur agricole, il ne reste au Cambodge que 4 ingénieurs agricoles, 2 vétérinaires, 2 ingénieurs forestiers, 1 ingénieur en pisciculture, soit 9 personnes au lieu de 300 avant 1970. Dans le secteur industriel, les trois quarts des usines fonctionnent sans ingénieurs ni techniciens supérieurs. Parmi les 6 000 cheminots, 600 seulement font re circuler le chemin de fer entre Phnom-Penh et Battambang. Le vice-président des syndicats, M. Heng Teav, considère qu'à peine 30 % des ouvriers ont survécu.* »

Le plus terrible, c'est que ces abominations ont été faites au nom de principes généreux. Le préambule de la Constitution dit que le but est la création d'une société « sans riches, ni pauvres, sans exploiters, ni exploités ». Alors, on fait disparaître les bourgeois, les riches. Il est proclamé le droit au travail pour tous, alors on fait travailler les gens jusqu'à épuisement dans les rizières ; le droit à la religion pour chacun, mais sur 60 000 moines bouddhistes en 1975, il n'en restera que 1000 en 1979 ; de même pour les 20 000 Chams musulmans du district de Kompong Xiém qui sont tous massacrés.

Le Régime Khmer Rouge soutenu jusqu'au bout par les grandes puissances

L'autre motif d'étonnement est l'absence de réaction du monde occidental, pourtant toujours prêt à réagir contre ce qu'il appelle, lui aussi, le « communisme ». Pendant la première période de 1970 à 1975, celle où les Khmers Rouges gagnent du terrain dans les campagnes, les médias de l'époque sont surtout concentrés sur l'évolution de la situation au Vietnam. De leur côté, les Khmers Rouges ont un allié de poids avec la Chine. La Chine abrite le Gouvernement Royal d'Unification Nationale du Kampuchéa (GRUNK) qui leur donne une image propre vis à vis de l'opinion internationale, et des pays occidentaux. Dans ce gouvernement en exil, on trouve le prince Sihanouk, qui finira en résidence surveillée au Kampuchéa Démocratique (nouveau nom du Cambodge) en 1976 et qui verra une grande partie de sa famille assassinée.

En France, l'extrême gauche au moins maoïste (Partisan, OCML Voie prolétarienne) soutient les Khmers Rouges dans leur lutte anti-impérialiste, sans trop savoir ce qui se passe à l'intérieur du pays. Les articles dénonçant la situation du Cambodge ne commenceront à apparaître qu'au moment où ils exerceront le pouvoir (Le Monde diplomatique mai 1977).

Dès son arrivée au pouvoir, le régime Khmers Rouges se montre foncièrement hostile avec le Vietnam. Des troupes Khmers s'en prennent à celui-ci à la frontière. Les Khmers

considèrent que le Vietnam a des visées expansionnistes, mais se mêle aussi à cette vision une considération quasiment raciste envers les ethnies vietnamiennes. Dès mai 1975, la minorité vietnamienne au Cambodge, 150 000 civils, est expulsée. Ceux qui restent se voient interdire de quitter le pays l'année suivante. Les discours des Khmers Rouges qualifient le Vietnam de « *dragon noir qui crache son venin* ». Et cette rivalité se double de celle qui oppose la Chine et l'URSS.

Ne parvenant pas à calmer ses relations avec le Cambodge, craignant que celui-ci ne devienne carrément une tête de pont chinois sur sa frontière, le Vietnam finit par décider d'attaquer le régime Khmers Rouges. Il organise une première incursion fin 1977. La guerre est ouvertement déclarée un an plus tard.

A la nouvelle de l'offensive vietnamienne, Pol Pot reçoit Sihanouk, en résidence surveillée avant de l'évacuer. Selon le témoignage de Sihanouk, Pol Pot lui tient un discours délirant où il est question de revenir à la tactique de guérilla, de vaincre le Vietnam. Puis il tient un discours à destination du peuple cambodgien, pour l'inviter à « *une longue guerre contre l'expansionnisme soviétique international et le Pacte de Varsovie* » et où il loue « *l'armée cambodgienne vaillante et invincible* ». Très vite, l'ensemble du gouvernement Khmers Rouges abandonne la capitale pour s'enfuir.

Le régime des Khmers Rouges va rapidement s'écrouler devant l'armée vietnamienne en janvier 1979. Et s'il s'écroule si vite, c'est qu'il n'a plus du tout de soutien dans la population. Une partie des Khmers Rouges fait le choix de rejoindre l'armée vietnamienne. De plus, une partie des cadres Khmers Rouges ont déserté le mouvement, craignant les purges sanglantes. Ces cadres, qui fuient leur mouvement d'origine, se réfugient au Vietnam. Certains d'entre eux, proches du PC vietnamien, avaient fui avant même la prise de pouvoir en avril 1975, comme Pen Sovan ou comme M Hun Sen, actuellement Premier ministre, ou encore Heng Samrin qui va exercer les fonctions de Chef d'Etat de 1980 à 1992, et qui ont déserté le mouvement pendant la période du pouvoir des Khmers Rouges. Le nouveau personnel politique mis en place par l'armée vietnamienne et dont le nouvel Etat prend pour nom La République Populaire du Kampuchéa, est issu pour une partie du Mouvement Khmers Rouges.

Pour leur part, lorsqu'ils perdent le pouvoir, les Khmers Rouges ne se disloquent pas. Le Mouvement se réfugie à la frontière thaïlandaise. Il va même se renforcer grâce à l'aide internationale (ONU) et grâce encore aux soutiens de la Chine. Les Vietnamiens avaient fait le calcul que l'opinion internationale les soutiendrait dans leur intervention contre le régime sanguinaire de Pol Pot. Mais les Vietnamiens sont les alliés de l'URSS, leur intervention est donc condamnée par l'ONU, qui ne reconnaît pas le nouveau gouvernement mais continue de reconnaître le Kampuchéa Démocratique (les Khmers Rouges) comme légitime. Thioun Prasith, un des responsables de l'Angkar (la direction politique des Khmers Rouges) gardera son siège à l'ONU jusqu'en 1990.

C'est seulement en 1979 que l'opinion internationale commence à découvrir, dans les médias, qu'une catastrophe humanitaire se produit au Cambodge. Des camps de réfugiés, à la frontière thaïlandaise, regroupent des centaines de milliers de personnes, mais pour l'heure, la propagande occidentale dit qu'ils fuient les exactions... de l'armée vietnamienne. Mais c'est tout le pays qui est en catastrophe alimentaire, on parle d'une ration de 250 grammes de riz par jour et par habitant. L'économie du pays est dans un état proche du zéro. N'empêche, l'ONU et les grandes puissances occidentales décident que l'aide n'ira que dans les camps à l'ouest du pays, que dans les zones contrôlées par les Khmers rouges, quitte à passer par la Thaïlande. C'est ce qui va permettre aux Khmers Rouges de se refaire une santé et de pouvoir tenir des années supplémentaires.

Toujours pour contrer l'URSS et son allié vietnamien, les Khmers rouges sont fournis en armes par les gouvernements européens, menés par le Royaume Uni. Ils se servent de Singapour comme plaque tournante pour approvisionner l'armée de Pol Pot. Mais leur super

allié reste la Chine, et celle-ci, pour affaiblir l'Armée vietnamienne intervenant au Cambodge, va lancer une guerre à la frontière Nord du Vietnam.

Seulement, ce qui s'est passé au Cambodge pendant la période du gouvernement des Khmers Rouge ne peut plus être caché. Les Vietnamiens permettent à des journalistes d'entrer dans le pays. Les enquêtes et les témoignages sur les exactions du régime de Pol Pot éclatent alors au grand jour.

En 1982, les Chinois poussent les dirigeants Khmers Rouges à une alliance incertaine avec le Prince Sihanouk et les nationalistes qui condamnent l'intervention vietnamienne dans un gouvernement provisoire commun. Le parti communiste des Khmers Rouges change alors d'étiquette pour devenir le Parti du Kampuchéa Démocratique (PKD). Pol Pot, compromis par les révélations publiques, est obligé de se mettre en retrait.

Malgré la pression militaire et politique des Khmers Rouges sur le gouvernement cambodgien pro vietnamien, le pays se remet difficilement, mais il se remet. Le nouveau gouvernement est accepté dans les campagnes, car ceux-ci avaient aussi vu la production de riz – nourriture de base de la population – baisser avec les Khmers Rouges. La reconstruction du pays est permise grâce à l'aide de l'URSS qui aide notamment à la formation de cadres pour le pays, la plupart ayant été décimés. Enfin, au cours de la décennie 1980-90, l'armée vietnamienne finit par cantonner militairement le mouvement Khmers Rouges à l'ouest du pays.

Mais à la fin des années 1980, l'URSS subit un certain nombre de revers. Les aides de l'URSS s'arrêtent. En conséquence, le Vietnam ne peut plus subvenir seul à aider le Cambodge. L'armée vietnamienne se retire en 1989. Un statu quo s'installe entre le mouvement des Khmers Rouges et le gouvernement du Kampuchéa Populaire. Les combats continuent et minent la vie économique du pays.

Sous pression de la Chine, une fois de plus, les Khmers s'associent aux accords de Paris en 1991, qui prévoient le désarmement des différentes armées et des élections à venir. Jusqu'à la formation d'un gouvernement qui sortira des élections, le pays sera administré par l'ONU avec l'Autorité provisoire des Nations Unies (APRONUC). Fin 1991, Khieu Samphan et Son Sen, deux des dirigeants historiques des Khmers Rouges, tentent un retour à Phnom Penh, mais ils manquent de se faire lyncher par la population, et la police n'intervient pas pour les défendre. Un signe qu'ils ne pourront eux-mêmes prendre des responsabilités dans un futur gouvernement.

Des élections auront lieu en 1993. Les Khmers Rouges qui contrôlent une zone peuplée par 500 000 habitants à l'ouest n'ont toujours pas déposé les armes et refusent de s'insérer dans le jeu démocratique. Ces élections vont rétablir la monarchie constitutionnelle où Norodom Sihanouk redevient roi. Il va alors se passer une période où les différents partis politiques, les royalistes et les « pro vietnamiens » qui ont participé au jeu démocratique, s'affrontent pour le poste de Premier ministre. Ces affrontements iront jusqu'à la guerre, les « pro vietnamiens » du PPC de Hun Sen menaçant de faire sécession à l'est du pays.

Les différentes factions finiront par s'entendre pour décréter à l'assemblée cambodgienne les Khmers Rouges « hors la loi » et demander à l'ONU d'instaurer un tribunal spécial pour condamner les dirigeants du Kampuchéa Démocratique. Mais derrière cette apparente unanimité, se cache un autre jeu. Chaque parti espère que les différentes troupes et militants Khmers Rouges rallieront leurs partis respectifs. La paix prépare une guerre future.

Les dirigeants politiques du Cambodge tentent de cette manière de dissocier des militants et des combattants Khmers Rouges de leurs principaux chefs. L'opération va réussir : Jeng Sary se rend en 1996 au camp de Hun Sen (ancien Khmer Rouge devenu « pro vietnamien ») avec 4 000 hommes qui sont intégrés dans l'armée gouvernementale. Le 28 juin 1997, c'est Khieu Samphan qui rompt avec Pol Pot et négocie sa reddition au Parti Royaliste

le FUNCINPEC. Mais Hun Sen, fait échouer l'opération en évinçant le prince Ranariddh, responsable du FUNCINPEC, du pouvoir.

Le Parti des Khmers Rouges part en morceaux. Pol Pot fait exécuter Son Sen (dirigeant historique). Ta Mok fait alors arrêter Pol Pot et le condamne à la prison à vie, où il mourra en 1998. Ta Mok devient alors dirigeant des Khmers Rouges.

Finalement Khieu Samphan et Nuon Chéa (fin 1998) ainsi que Ta Mok (mars 1999) sont capturés par l'armée thaïlandaise et remis au gouvernement cambodgien. Malgré la promesse de Hun Sen que, dans le cadre de la réconciliation nationale, ils ne seraient nullement poursuivis, Khieu Samphan, Nuon Chéa, Ieng Sary, Ieng Thirith (femme de Ieng Sary) et Kan Kek Ieu (Douch) seront inculpés pour crimes contre l'humanité par un tribunal spécial.

L'opération politique du gouvernement cambodgien et des puissances protagonistes a été de dissoudre le mouvement historique Khmers Rouges en séparant ses chefs historiques de ses combattants, qui ont été finalement assimilés à l'appareil d'Etat cambodgien. Le mouvement historique Khmers Rouges s'est éteint avec la fin de ses chefs.

A partir du début des années 2000, sont mises en place des structures pour juger les crimes commis sous le régime des Khmers Rouges. Mais seuls, donc, quelques dirigeants sont mis en accusation. Aucun des cadres Khmers Rouges des échelons inférieurs ne seront poursuivis ou inquiétés. Et aucunement question, bien sûr, dans les procès, de parler d'une quelconque responsabilité des Etats-Unis ou de la Chine.

Les influences de la Chine et de Mao

Si l'on a bien du mal à retrouver des bases idéologiques relativement précises qui auraient pu servir à la réflexion des dirigeants Khmers Rouges, on sait par contre que des liens existaient entre ces dirigeants et le régime chinois, alors dirigé par Mao, de nombreux voyages sont attestés. Et si l'on regarde en Chine, si l'on remonte un tant soit peu dans la récente histoire de son régime, on découvre une succession d'actions qui valent, si l'on peut dire, en horreur, en mépris des populations, mais également en délire ou en bêtise affligeante, ce que les Khmers Rouges ont fait.

Certes, dans l'opinion occidentale, où l'on ne nous parle de ce régime qu'en repassant en boucle image l'image de ces montagnes de crânes humains, le régime Khmer Rouge semble avoir dépassé plus que tout autre en horreur dictatoriale, ou en manipulation à grande échelle d'une société toute entière, société qu'on vide de ses villes, ou dont on élimine des catégories entières.

Mais si l'on regarde de près l'histoire de la Chine, on trouve là de quoi se dire que Mao et ses équipes ont très certainement considérablement influencé les méthodes des dirigeants Khmers Rouges. Et ce qui s'est passé en Chine a concerné des populations autrement plus nombreuses encore que celle du Cambodge. Qu'on en juge.

Très peu de temps après son arrivée au pouvoir, Mao mobilise au service de sa politique, toute une catégorie sociale, les étudiants. Il utilise leur idéalisme, leur jeunesse, leur vitalité, mais aussi leur patriotisme ou leur sentiment de supériorité sur la majorité de la société et leur disponibilité. Cette catégorie sociale ne produit rien, n'est pas indispensable à la production nationale, et elle peut être utilisée pour faire travailler plus d'autres catégories. Le régime de Mao va utiliser et réutiliser ainsi massivement la caste intellectuelle, toujours

dans l'objectif de réaliser ses plans, les plus fous soient-ils. Mais derrière ces actes fous, une seule idée est là, une idée absolument nationaliste : faire de la Chine un pays fort, la doter pour cela d'une réelle industrie, et donc commencer par produire suffisamment dans les campagnes pour ensuite industrialiser le pays.

En 1949, pour leur première utilisation « révolutionnaire », Mao leur demande d'aller convaincre la bourgeoisie, et en particulier les chefs d'entreprise, de bien vouloir collaborer avec le nouveau régime, en vue de développer l'économie nationale. Ceux qui accepteraient seraient considérés comme de bons patriotes, et bénéficieraient des commandes de l'Etat, de prêts financiers. Mais les entrepreneurs ne se sentent guère attirés par Mao.

Alors, les années 1950-51 seront celles d'un tournant plus dur. On commence à faire la chasse aux riches. Mais il faut du coup faire la chasse aux cadres du parti lui-même qui seraient trop mous, ou trop proches de certains riches. Et là, on fait intervenir un autre pilier, l'armée. On envoie l'armée encadrer les cadres ! D'en haut, l'Etat confisque 100 millions d'hectares de terres, pour les redistribuer à 70 millions de paysans. Faite d'en haut, avec le bras de l'armée, cette réforme agraire est d'une violence terrible. Les meetings publics où l'on doit reconnaître ses erreurs se multiplient, et on exécute par millions tous ceux qu'on veut taxer de « féodaux » ou de « bourgeois ». Les camps de concentration se remplissent.

Les campagnes doivent travailler, les villes aussi. C'est l'intelligentsia qui est alors montrée du doigt par le dieu Mao. En les terrorisant, sous prétexte de lutte contre la corruption et la bureaucratie, il s'agit de terroriser tout le monde, de forcer tout le monde à travailler plus et plus dur. Mao veut à tout prix industrialiser le pays. Il va alors nationaliser les entreprises privées, et il collectivise les campagnes, de force, en 1955 et 1956 : 120 millions de familles paysannes sont regroupées dans des coopératives. Les gens fuient l'enfer des campagnes par centaines de milliers.

En 1956-57, en lien avec la mort de Staline et la publication du rapport Khrouchtchev, et suite aussi aux révoltes ouvrières en Pologne et en Hongrie, une contestation commence à se manifester parmi les étudiants chinois. Mao et son régime envoient alors des millions d'étudiants et de citoyens à la campagne ! Mais l'agitation ne cessera que lorsque, en plus, 230 000 « contre-révolutionnaires » seront envoyés dans les bagnes ou au peloton d'exécution.

Du haut de ce régime de terreur de masse, Mao annonce alors, en été 1957, que la Chine va faire un « Grand bond en avant ». Il s'agit de dépasser l'Angleterre d'ici quinze ans, clame-t-il ! Des millions de paysans sont mobilisés, retirés de leurs champs, regroupés en armées de travail forcé, pour se lancer dans de grands travaux, défricher des forêts entières... Mao prétend industrialiser les campagnes en fabriquant des « petits » hauts-fourneaux : non seulement les produits fabriqués ne valent rien, mais la production agricole s'effondre plus encore.

C'est alors que Mao décrète, en septembre 1958, que... c'est le communisme en Chine. Au même moment, il aurait reconnu 50 millions de morts de faim, devant un dictateur éthiopien. La Chine mettra des années à se remettre de ces reculs.

Dans les années 1966 à 68, ce sera la fameuse Révolution culturelle. C'est que le régime se sent menacé à l'échelle internationale. La Russie a coupé toute relation avec lui, et les Etats-Unis, qui sont en guerre directe contre le Vietnam, parlent de l'éventualité d'étendre

cette guerre à la Chine. Mao renoue avec ses premières méthodes, et l'utilisation massive des étudiants. Le 18 août 1966, un million de jeunes étudiants défilent devant Mao. Puis ce seront de dix à vingt millions de jeunes qui vont, avec les moyens de l'armée, converger vers Pékin.

Une nouvelle fois, il s'agit de terroriser les villes. Tout le monde y passe, petite bourgeoisie, boutiquiers, classe ouvrière. Sous le prétexte de lutter contre des restes de féodalité, de bourgeoisie, ou de révisionnisme, on fait irruption partout et on contrôle tout. Mais au bout d'un an, non seulement il n'y a guère de progrès, mais le pays semble courir à l'anarchie. Certains commandants militaires, jusque là toujours prêts à soutenir les commandos étudiants - les fameux « gardes rouges » - se retournent, prennent le parti des cadres du parti communiste, massacrent les étudiants. Mao appuie alors sur le frein.

Pour maîtriser les étudiants déchaînés qu'il a livrés à la vengeance et d'autres sentiments peu reluisants, il est décidé l'envoi de 15 ou 20 millions de ces « jeunes instruits » à la campagne. Ils deviendront des ennemis du régime. Ce sera un des facteurs qui expliquent le début d'un tournant complet : la libéralisation capitaliste de la société chinoise, et son retour vers des liens avec l'Occident. Lorsque les dirigeants Khmers Rouges entrent, en 1975, dans la capitale du Cambodge, ce tournant reste peu apparent.

Ce qui semble au contraire, et ce qui est proclamé haut et fort, au point que cela est repris par les mouvements maoïstes dans la France de Mai 68, c'est que la Chine est sur la voie radieuse du communisme. Et nos Khmers Rouges, naïfs ou sans scrupules, sont de toute évidence admiratifs non seulement devant cette réalisation, mais ils vont se montrer d'ardents partisans des méthodes de Mao et de son régime : manipulations et terreur de masse seront leurs méthodes et peut-être même leur but.

Les influences du PCF et de l'URSS Stalinienne

L'autre influence idéologique des dirigeants Khmers Rouges, c'est le stalinisme. Etudiants, ils ont côtoyé des militants du Parti communiste français, dans les années 1950. Or, le PCF de ces années est à la fois le parti qui, il y a peu, était le plus important en France, qui a été au pouvoir avec cinq ministres dans le premier gouvernement de De Gaulle. C'est aussi un parti qui vient de prendre des coups assez durs : la résistance d'abord, ensuite le mac carthysme et l'anti communisme venu des USA sont passés par là ; le PCF a vu ses ministres exclus du gouvernement (le 5 mai 1947), ses militants ouvriers ont connu et connaissent encore une vague de répression contre les grèves.

C'est un parti aux mœurs dures qui se montre donc à ceux qui se retrouveront plus tard à diriger le Cambodge. Ce parti ne laisse évidemment pas la parole aux trotskystes, qui dénoncent le régime stalinien en URSS depuis vingt ans déjà. A l'époque, l'habitude est de chercher à cogner sur le trotskyste, ou au moins on l'insulte. Seule la ligne officielle du parti est la bonne, tout le reste est déviation, telle est la manière de considérer les choses dans le PCF, et le stalinisme, en France, est encore triomphant dans le monde ouvrier.

Les futurs Khmers Rouges ont pour exemple, si ce n'est pour modèle, un parti aux apparences absolument monolithiques, un parti parfaitement pyramidal aussi, où toute décision vient du haut et pour tout dire quasi dictatorial dans ses pratiques internes. « Le parti a toujours raison », voilà le paradigme de tout ce qui tourne autour du PCF. Les responsables politiques sont présentés et apparaissent auprès de l'immense majorité des militants de base

comme des chefs, des chefs dont la compétence éloigne ceux-ci, et dont les paroles ne se discutent pas.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, ce parti, tout en continuant de faire allégeance au parti qui dirige l'URSS, est maintenant ancré sur des positions nationalistes. Il a mené une résistance nationaliste pendant une partie de l'occupation allemande, au cours de la Seconde Guerre mondiale. Et il joue maintenant de ce nationalisme pour paraître crédible et gagner à lui la petite bourgeoisie, les intellectuels. Et il est devenu un parti de masse au lendemain de la guerre sur cette base-là.

Entre le nationalisme du PCF et celui de la Chine de Mao, les jeunes futurs Khmers Rouges auront appris l'art de mettre un langage soi-disant communiste, voire internationaliste, sur des positions en réalité profondément nationalistes. Ils auront appris l'art de mettre des mots qui diffèrent de la politique que l'on mène, l'art d'utiliser des mots et des idées qui viennent au départ du capital authentiquement socialiste et communiste, alors en vogue, tout en étant convaincus en réalité d'une autre position, puis en menant cette tout autre politique.

En France, les intellectuels du PC avaient encore à cœur, dans ces années-là, de chercher à justifier leur politique en allant, plus ou moins, puiser dans des références authentiquement marxistes. C'est qu'un débat d'idées anime en permanence les différentes tendances des milieux socialistes, communistes, d'extrême gauche. Les Pol Pot et consorts, eux, n'auront pas ce problème, une fois revenus au Cambodge. Il semble qu'ils ne chercheront jamais à justifier leur politique, jamais à la comparer à ce qu'avaient pu écrire en leur temps un Marx, un Lénine ou même Staline ou un Mao.

Nous atteignons là un point peut-être le plus caractéristique du régime des Khmers Rouges. Sur le plan des idées, ils se sont comportés, parmi l'ensemble des régimes qui ont pu se réclamer du marxisme ou de la révolution sociale, d'une manière unique. Ils seraient les seuls à n'avoir jamais cherché à mettre par écrit ne serait-ce qu'une vague filiation avec les courants qui les ont précédés, quitte à les trahir dans la pratique.

On ne retrouve rien après les Khmers Rouges. Ce qui signifie quelque chose de grave, sur le plan intellectuel : ces individus, en ne comprenant pas que l'on est tous des héritiers (bons ou mauvais, c'est une autre question) d'autres avant nous, et qu'il est nécessaire de chercher à éclaircir cette filiation, se sont comportés comme des nouveaux dieux, sans passé auquel se relier ; ils ne pouvaient représenter aucun avenir, ni pour la population, ni pour eux-mêmes. La politique est une longue et noble construction. Tourner le dos à toute construction, c'est finalement remplacer la pratique politique par un comportement improvisé, un comportement de brigand.

Le plus étonnant, à nos yeux, est que personne, dans cette équipe de dirigeants, n'a écrit non plus pour garder une archive de ce qui était fait. Partout, de tout temps, depuis les pharaons jusqu'aux rois en passant par toutes sortes de régimes, ceux qui le dirigent se montrent fiers, fiers de ce qu'ils ont fait, ou du moins de ce qu'ils ont voulu faire. Et ils ont donc tous en commun, quelle que soit leur nature plus ou moins despotique ou démocratique, conservatrice ou révolutionnaire, de tenir des archives, et de les tenir à la disposition de l'avenir, en témoignage et gage de leur dévouement à leur cause. Rien de tel chez les Khmers Rouges ; rien, cela semble dire une irresponsabilité absolue !

Les influences des origines sociales des Khmers Rouges

Dans les années 1950, il est clair que si des étudiants viennent du Cambodge pour faire leurs études en France, comme cela a été le cas de Pol Pot et de ses amis, c'est que non seulement ce sont des fils de dignitaires du régime en place (royal et quasiment féodal), mais qu'en outre, ils ont été sélectionnés et acceptés par les autorités françaises, qui escomptent bien les utiliser pour assurer la pérennité des intérêts français dans la région, lorsqu'ils exerceront leur part de pouvoir dans leur pays.

Bien entendu, il n'y aurait rien de méprisable à être enfant d'un milieu princier, et ce serait tout à l'honneur de ces personnes que de choisir d'œuvrer à l'émancipation de son peuple, et à s'engager en politique dans cette intention.

Mais cela était-il le cas des futurs dirigeants Khmers Rouges ? Non seulement nous en doutons, mais ce que nous savons d'eux, de leur itinéraire et de leur action, nous convainc de tout autre chose. Ces gens-là ne veulent l'émancipation de personne. S'ils ont pu utiliser un langage qui le fait penser, c'est uniquement pour être dans l'air du temps. Certes, ils ont du apprendre en France certains éléments sur la Révolution française. Mais sûrement pas ces aspects-là.

De toute évidence, leur idéal, si l'on peut utiliser ce mot pour ces individus, était plus probablement et plus simplement de faire une sorte de copier-coller de ce qu'ils ont perçu ou entre aperçu de cette révolution : en finir avec la fin de la royauté en la renversant, chercher pour cela le soutien des paysans. Comme ils feront aussi des copier-coller de ce qu'ils auront retenu de la Chine de Mao. Ainsi, leur pays pourra prendre la voie du capitalisme et de son développement, devaient-ils penser.

Certes, en procédant ainsi, ils n'ont fait que reprendre l'arnaque de fond de la révolution bourgeoise, puisque c'est une révolution qui ose s'appuyer sur la mobilisation populaire, qui en appelle à elle pour opérer la transformation de la société, nettoyer le passé féodal et faire place nette pour la mise en place d'un système nouveau, mais qui en même temps garde suffisamment le contrôle des choses pour que ce ne soit pas la vision du peuple lui-même qui soit mise en place effectivement, mais bien celle de la bourgeoisie.

Sauf que dans le cas des Khmers Rouges, on ne verra nulle recherche d'une mobilisation de qui que ce soit, sauf de constituer une armée ou une guérilla, ce qui n'est pas du tout la même chose. Une armée est construite d'en haut, et sur un principe d'obéissance absolue à ces sommets.

A Paris, jusqu'à aujourd'hui, on peut voir ce genre d'immigrés, venus de pays les plus pauvres et les plus socialement arriérés, et les entendre lorsqu'ils discutent à l'infini de leur pays. Les uns s'imaginent réussir à monter une entreprise qui aurait une chance en affaires. Les autres, exactement avec la même logique de « réussite », imaginent une stratégie sur le terrain politique, pour parvenir au pouvoir et changer celui en place au pays. Rares sont les idéologues, ceux qui vont tenter de comprendre les fondements de la société, pour pouvoir imaginer avec un esprit scientifique les transformations sociales. En ne cherchant pas à aller plus loin sur le plan idées, si une sélection se fait dans ce genre de milieu et par ce genre de discussion, c'est en mettant en avant plutôt les plus grande gueule que les plus réfléchis.

Dans les années - exceptionnelles - où les idées d'extrême-gauche étaient bien vues, au lendemain de 1968, il était possible d'en voir un certain nombre de ces immigrés, africains notamment, mais pas seulement, se mettre à côtoyer les organisations politiques révolutionnaires. Ils pouvaient clamer leur accord avec le trotskysme, ou le communisme en général, mais il suffisait de creuser et de chercher à discuter sérieusement pour découvrir qu'ils étaient et restaient en fait profondément nationalistes, des nationalistes bourgeois. Sauf qu'ils ne le reconnaissaient pas, se comportant telles des anguilles, ne cherchant qu'à se faire accepter pour rester là. Un certain nombre venait ainsi à des cours ou des exposés politiques de l'extrême gauche.

Pourquoi donc ? Eh bien tout simplement, pour y trouver des armes idéologiques, mais pas pour en reprendre la cohérence et la vision d'ensemble. Ils trouvaient là, facilement, des arguments, des connaissances, qu'ils pourraient ensuite recycler, remâcher, re digérées, et les utiliser pour consolider leurs dires et leur pensée. Mais leur pensée n'avait en rien changé. Elle était en fait pré établie, par la force d'une réalité bien plus forte que les idées réellement communistes : l'existence de la France, de sa démocratie bourgeoise, de cette puissance mondiale brillante. Leur rêve de réussite reflétait, et reflète encore, ce modèle.

Voir les choses autrement est possible, mais plus rare. Heureusement, le passé nous a montré que des individus sincèrement généreux et épris de justice sociale pouvaient exister. Cela a été le cas d'une génération de militants communistes et trotskystes vietnamiens, par exemple. Mais nous aurons du mal à voir en Pol Pot et les siens de tels idéalistes. Non, ce qui est bien plus probable, c'est qu'ils ont été attirés par le PCF pour y glaner des éléments d'un vernis culturel politique. Eléments qui, confrontés à une absence générale de débat et d'idées dans un pays dictatorial tel que le Cambodge d'alors, vont permettre à ces étudiants militants de briller, d'impressionner, de paraître armés et compétents, et de s'imposer.

Mais ce que nous apprend le mouvement communiste, le véritable communisme, celui dont nous nous réclamons, c'est qu'il faut toute une éducation politique pour se permettre d'oser faire un appareil politique comme un parti, dont l'objectif est rien moins que changer la société. Sinon, cela signifie que n'importe quel charlatan peut s'improviser chirurgien, et opérer un corps humain, sous le seul prétexte que ce corps est malade. Le corps social est aussi précieux et à respecter qu'un corps humain. Un chirurgien digne de ce nom aura cherché à connaître son domaine, en puisant dans l'ensemble des connaissances, passées et présentes, et en se liant à ses confrères pour confronter les points de vue, les pratiques, les leçons à tirer de l'expérience.

Là encore, nos Khmers soi-disant Rouges n'en feront rien. Non seulement, ils vont s'isoler totalement sur le plan international –sauf de la Chine, et quelle Chine ! -, fermant par exemple toutes les ambassades d'office, mais leur organisation elle-même restera totalement secrète, aux yeux même de la population cambodgienne sensée les suivre et leur faire confiance. Quant au dirigeant suprême, Pol Pot, seul un petit noyau de peut-être dix ou tout au plus vingt personnes, connaît son existence, et s'il la connaît, connaît son rôle de dirigeant principal.

Conclusion

On continue encore de se poser des questions sur le surgissement du régime Khmer Rouge, tant il aura accumulé d'atrocités et de caractères particuliers, tant le décalage entre les prétentions généreuses affichées et la réalité pratiquée a été incommensurable.

Les dirigeants des Khmers Rouges avaient-ils en tête ce plan de destruction sociale avant de le mettre en pratique, ou ont-ils improvisé, s'égarant jusqu'à la folie au fil des événements ? Nous n'avons pas la réponse à cette question. Ce qui est certain, par contre, c'est que ces individus, loin d'être les « communistes » qu'ils ont prétendu être, étaient des nationalistes doublés de racistes. Sans revenir sur leur hostilité foncière envers le Vietnam et les Vietnamiens, même des gens d'origine chinoise étaient éliminés, alors que la Chine a protégé leur régime pratiquement jusqu'au bout.

Loin de chercher l'émancipation de qui que ce soit, et au fond pas même des paysans, qu'ils ont exploité tant et plus, les Khmers Rouges ont cherché à préserver leur pouvoir de tout risque de danger, que ce soit par le vidage des villes, ou l'élimination des porteurs de lunettes. Loin d'être soucieux d'une quelconque vision sociale, ils ont malmené au point de la défigurer durablement la société cambodgienne. Et à mille lieues des analyses marxistes, de sa méthode et de ses nuances, ils se sont comportés, pas même en chirurgiens, mais en bouchers.

Loin de raisonner, ils ont été entraînés dans une folie, guidée par la seule peur de ne pas réussir à préserver un contrôle total de leur pouvoir sur la société toute entière, du fait aussi de leur isolement absolu, du fait enfin de l'attitude des grandes puissances, Chine et USA, qui les ont laissé faire.

Le peuple Khmer ou une partie de celui-ci serait-il plus violent que les autres ? Nullement, il a été lui-même victime du régime des Khmers Rouges, et l'on pourrait aussi bien se poser la question inverse : ce peuple n'aurait-il pas au contraire fait preuve d'un manque de réaction face au régime qui l'a mis sous son joug ? Malheureusement, du régime hitlérien au génocide des Tutsis, l'histoire nous dit que bien des peuples ont eu à subir des situations insupportables, mais que ce sont les Etats ou les apprentis appareils d'Etat qui se sont chaque fois montrés des brutes inhumaines, asociales et barbares.

Enfin, faut-il faire des Etats-Unis et de leur politique le grand responsable, dans la mesure où ils ont couvert de leur lourd silence ce régime odieux ? Oui et non. Oui, car lorsqu'ils le veulent, les USA sont capables de dévoiler, d'amplifier toute information qui les arrange et qui les sert. Là, ils s'en sont bien gardés, car c'est le silence qui les arrangeait. Oui encore, car des années après tous ces événements, les USA et l'Occident en général ne se privent pas pour mettre sur le dos du « communisme » ce qui s'est passé au Cambodge avec ces Khmers Rouges, qu'ils utilisaient pourtant, eux, dans leur lutte contre l'URSS.

Mais nous répondons à cette question également Non, car la Chine aussi a sa part de responsabilité, à l'égal des USA. Alors que le régime chinois se prétendait, lui aussi, « populaire », souhaitant l'émancipation des peuples, il fermait les yeux sur le joug appliqué à la population du Cambodge. Et il n'a cessé de soutenir les Khmers Rouges que lorsqu'il a craint la publication des faits sanguinaires de leurs protégés. Ils se sont comportés très exactement comme l'impérialisme le fait. Aussi bien cette Chine soi-disant communiste que les Etats-Unis soi-disant modèle de démocratie ont montré là qu'ils faisaient passer leurs intérêts de puissance bien avant un quelconque souci du sort des peuples.

Ressources utilisées :

Livres :

- « Le silence du bourreau » de François Bizot, Folio (2012)
- « Le portail » de François Bizot, Folio (2000)
- « Le Livre noir du communisme », par Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paczowski, Karel Bartosek et Jean-Louis Margolin. Robert Laffont (1997)

Journaux :

- Le Monde
- Le Monde Diplomatique, CD Les archives du mensuel

Documentaires :

- « Crimes sans châtement », d'Adrian Maben, Arte France – Films du Bouloi 2001
- « Derrière le portail », de Jean Baronnet, Arte France –Gloria Films – France 2004
- « Le mystère Pol Pot », d'Adrian Maben, Arte France - Films du Bouloi 2001
- « Les Kmers Rouges, pouvoir et terreur », d'Adrian Maben, Arte France – Films du Bouloi 2001
- « Le maître des forges de l'enfer », de Rithy Panh, France Télévisions/Bophana Production - 2011
- « Cambodge, Pol Pot et les Kmers Rouges », de Shane O'Sullivan, A 3DD Production, 2011
- « Kmers Rouges, une simple question de justice », de Jean Reynaud & Rémi Lainé, ARTE France - 2011
- « L'image manquante », de Rithy Panh, ARTE France/Bophana Production, 2013

Sur Internet :

- Extrait du livre « Le Mal Cambodgien » de Jean François Baré :
<http://amekhmer.free.fr/khcrucial-event/2mal-cambodgien.htm>
- Extrait du livre « Le Kampuchéa des Kmers Rouges » de Sacha Sher :
<http://www.fonjallaz.net/Communisme/Cambodge/negationnisme/sacha-sher1.html>

novembre 2013